



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1138
2 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 2 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE
DE YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un mémorandum sur la situation au Kosovo-Metohija, province autonome de Yougoslavie constitutive de la République de Serbie. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIĆ

ANNEXE

Mémorandum daté du 1er décembre 1998 sur la situation dans
la province du Kosovo-Metohija (République de Serbie,
République fédérative de Yougoslavie)

I

La coopération entre les autorités gouvernementales, la Mission de vérification de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo-Metohija et les organisations humanitaires internationales (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Comité international de la Croix-Rouge, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) se déroule bien, avec des contacts réguliers et constructifs à tous les niveaux, garantissant pleinement la sécurité et la liberté de circulation et d'accès. Le Gouvernement yougoslave et toutes les autorités gouvernementales appliquent systématiquement les dispositions de l'Accord du 16 octobre 1998, dans un esprit de coopération et de respect mutuel, conformément à ce qu'on attend de la Mission de vérification. La responsabilité de cette tâche a été confiée à la Commission fédérative de coopération avec la Mission de vérification, qui relève du Vice-Premier Ministre de la République fédérative, M. Nikola Sainovic, et du Ministère fédératif des affaires étrangères.

Les visas accordés jusqu'à présent à des représentants de l'OSCE sont au nombre de 600 environ (dont 100 environ aux membres de la Mission préparatoire et 500 aux observateurs). Il y a actuellement plus de 820 agents diplomatiques étrangers au Kosovo-Metohija : 500 membres de la Mission de vérification, environ 70 membres de la Mission préparatoire et environ 250 membres de la Mission d'observation diplomatique.

La situation d'ensemble au Kosovo-Metohija est caractérisée par la stabilisation et la normalisation. Les 17 centres humanitaires et plus de 100 centres de distribution mis en place dans l'ensemble de la province fonctionnent bien. Personne n'est sans abri. Les forces de sécurité de la République de Serbie et les unités de l'armée yougoslave déployées dans la province sont au niveau où elles étaient avant le début des actes de terrorisme. Des forces de police locales, constituées dans 115 villages de la province autonome, sont représentatives de la volonté et de la composition ethnique de ces villages. Il n'y a eu aucune intervention spéciale des forces de sécurité dans la province, à l'exception de celles qui visaient le maintien de l'ordre public, la protection des citoyens et bien entendu des réactions légitimes aux attaques et aux actes de provocation des terroristes.

Cette évolution favorable est confirmée par les représentants étrangers dans leurs rapports sur la situation au Kosovo-Metohija (voir le rapport hebdomadaire de la Mission d'observation diplomatique pour la semaine du 9 au 16 novembre 1998 et le rapport intérimaire de la Mission de vérification en date du 16 novembre 1998).

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU daté du 20 novembre 1998 contient des appréciations beaucoup plus objectives que certains des rapports antérieurs,

/...

qui avaient été établis à partir d'informations de seconde main, caractérisées par des observations fragmentaires et extrêmement partiales.

II

Le Gouvernement de la République de Serbie et le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie sont résolus à poursuivre leur politique de recherche d'une solution politique pacifique au Kosovo-Metohija, sur la base de l'égalité de tous les citoyens et de toutes les communautés nationales et ethniques, conformément aux normes internationales. C'est sur ces bases qu'ils ont lancé un dialogue politique sans conditions.

La déclaration relative au projet d'accord conjoint sur un cadre politique d'autonomie au Kosovo-Metohija du 25 novembre 1998 traduit le caractère pluriculturel et pluriconfessionnel de la province, partie intégrante de la République de Serbie et de la République fédérative de Yougoslavie, et a reçu l'appui de toutes les communautés ethniques et nationales (y compris de certains partis de citoyens de la minorité nationale albanaise), qui représentent globalement au Kosovo entre 600 000 et 800 000 personnes de toutes nationalités et confessions (environ 250 000 Serbes et Monténégrins, 150 000 musulmans, 150 000 Roms et plus de 100 000 membres d'autres communautés nationales, turcs, goranis, croates, égyptiens et autres).

Le projet d'accord conjoint sur un cadre politique d'autonomie au Kosovo-Metohija adopté par la délégation gouvernementale et les délégations des communautés nationales et ethniques du Kosovo-Metohija découle d'un canevas politique basé sur les 11 principes approuvés par le Gouvernement de la République de Serbie (voir S/1998/953). Il a pour principale caractéristique de garantir dans ses modalités l'égalité de toutes les communautés ethniques et nationales et de tous les citoyens du Kosovo-Metohija. Dans ce projet sont incorporés les normes internationales les plus élevées visant les droits de l'homme et les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques; il reprend en particulier les normes énoncées dans la Convention-cadre pour la protection des minorités du Conseil de l'Europe.

Ainsi, le projet assure la sauvegarde de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales sans aucune discrimination, ainsi que la liberté de conserver ses propres culture, langue, religion et coutumes, dans l'égalité devant la loi. Il garantit l'autonomie et la délégation de pouvoirs aux autorités locales, la participation satisfaisante des communautés ethniques et nationales à tous les niveaux des pouvoirs démocratiquement élus, tout en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Serbie et de la République fédérative de Yougoslavie.

Cette conception énoncée dans le projet d'accord conjoint repose pour l'essentiel sur les accords conclus entre le Président de la République fédérative de Yougoslavie, M. Slobodan Milosevic, et l'Envoyé spécial des États-Unis d'Amérique, M. Richard Holbrooke.

La proposition conjointe du 25 novembre 1998 pourra être débattue avec les représentants d'autres partis politiques albanais. Il est regrettable que les

/...

partis politiques des Albanais du Kosovo-Metohija groupés autour de l'Alliance démocratique du Kosovo-Metohija n'aient pas encore accepté de participer à la reprise d'un dialogue politique qui devrait notamment déboucher sur des droits d'autonomie étendus pour les Albanais du Kosovo-Metohija, objet du consensus de la communauté internationale tout entière.

Tandis que les dirigeants de certains partis politiques des Albanais du Kosovo-Metohija refusent ou retardent le dialogue sous divers prétextes, les terroristes de la prétendue "Armée de libération du Kosovo" autoproclamée cherchent à gagner du temps pour commettre de nouveaux crimes, pour tuer, pour enlever des civils innocents et des officiers protégeant l'ordre public. Pendant ce temps, les mesures et les sanctions imposées à l'encontre de la République fédérative de Yougoslavie et de ses citoyens sont maintenues ou même renforcées, en vue de désorganiser la vie économique et sociale du pays et de sa population.

III

Ce qui fait obstacle au processus politique au Kosovo-Metohija, ce sont notamment les actes impudents et criminels et le comportement de provocation des terroristes albanais, qui abusent de la situation récemment instaurée pour lancer quotidiennement des attaques terroristes et commettre des crimes, au défi des autorités gouvernementales comme des appels de la communauté internationale.

Du 13 octobre au 30 novembre 1998, les terroristes albanais ont été responsables de 310 attaques et actes de provocation, tuant par guet-apens 9 officiers de police, et blessant gravement ou légèrement 30 officiers. Trois officiers de police ont été enlevés, dont deux qui ont été torturés puis brutalement assassinés. Des civils ont été la cible de 87 attaques (43 Serbes, 42 Albanais de souche, des membres des communautés rom et musulmane). Ces attaques ont fait six morts (1 Serbe, 4 Albanais de souche et 1 musulman), et 14 blessés graves ou légers parmi les civils. En outre, 13 villages serbes et monténégrins ont subi des attaques qui avaient pour but d'intimider les habitants et de les jeter hors du Kosovo-Metohija.

Dans le seul mois et demi écoulé depuis la signature de l'Accord entre la République fédérative de Yougoslavie et l'OSCE, des terroristes ont enlevé 11 personnes (6 Serbes, 3 Albanais de souche, 1 Rom et 1 musulman), portant le nombre des personnes enlevées à 282.

Les faits qui viennent d'être exposés indiquent que toutes les communautés nationales du Kosovo-Metohija sont aussi cruellement visées les unes que les autres par les terroristes, avec leur obsession d'inspiration nazie de créer ce qu'ils appellent la "grande Albanie".

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie réaffirme qu'il importe au plus haut point que la communauté internationale dans son ensemble et les pays chacun de leur côté condamnent clairement et énergiquement, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, les attaques terroristes, les provocations, les assassinats et les enlèvements, et qu'ils coupent résolument toutes les filières par lesquelles les terroristes continuent à recevoir de l'étranger l'argent, les armes et le matériel qui leur servent à

/...

commettre leurs crimes. Faute d'une condamnation énergique et des mesures voulues, les séparatistes et les terroristes continueront à commettre des crimes contre des populations innocentes de toutes les communautés nationales, ce que le Gouvernement ne négligera rien pour empêcher. Le but des terroristes et des séparatistes n'est pas une solution politique quelle qu'elle soit, et surtout pas une solution démocratique conforme aux normes européennes – leur but est la terreur, la violence et un nouveau tracé des frontières, à la manière nazie.

IV

Au cours des huit derniers mois, il y a plus de 170 incidents frontaliers provoqués depuis le territoire albanais. Certains d'entre eux étaient pour ainsi dire des invasions, mettant en jeu des centaines voire un millier de terroristes en armes, et de bandits dans un cas. Depuis que l'Accord entre la République fédérale de Yougoslavie et l'OSCE a commencé à être mis en oeuvre, 31 attaques armées ont été organisées contre l'armée yougoslave depuis le territoire de la République d'Albanie. Au cours de cette période, 18 attaques armées depuis le territoire de la République d'Albanie ont été enregistrées contre les unités frontalières de l'armée yougoslave. Deux militaires de l'armée yougoslave ont été tués au cours de ces attaques et neuf autres blessés.

Il est préoccupant que ces incidents armés depuis le territoire albanais soient devenus de plus en plus graves et de plus en plus fréquents ces derniers jours. Ces incidents coïncident avec l'intensification des efforts visant à mettre en marche le processus politique. Cela montre que le but de ceux qui fomentent ces incidents est de détourner l'attention, de susciter des tensions et de faire dérailler le dialogue et la recherche d'un règlement pacifique au Kosovo-Metohija. Cela est confirmé par les graves incidents frontaliers provoqués depuis le territoire albanais les 27 et 28 novembre dans les zones des postes frontaliers de Gorozup et Likën, où des groupes de terroristes transportant des armes et du matériel ont tenté de passer illégalement dans le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, ouvrant le feu et menaçant la vie des gardes frontaliers yougoslaves.

Un tel comportement de la part de l'Albanie représente une violation flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République fédérale de Yougoslavie et une violation des principes tant de la Charte des Nations Unies que de la Charte de Paris de l'OSCE. Du fait que les représentants albanais n'ont pas procédé à des enquêtes sur le terrain, ils n'ont pas respecté les mécanismes de vérification des incidents frontaliers et n'ont pas assumé leurs responsabilités. Tout cela procède d'une politique d'assistance et d'appui systématiques au terrorisme et au banditisme au Kosovo-Metohija, et sape considérablement les efforts visant à parvenir à un règlement politique pacifique et à rétablir durablement la stabilité.

La situation chaotique qui prévaut en Albanie, devenue un centre où sont basées toutes les organisations terroristes internationales et les autres organisations criminelles du monde entier, y compris les moudjahidin, le cartel de la drogue et d'autres encore, ne peut diminuer la responsabilité juridique internationale de ce pays qui menace systématiquement la souveraineté et l'intégrité de tous les pays voisins.

/...

Cela est d'autant plus vrai que ses représentants officiels non seulement ne condamnent pas le terrorisme et le séparatisme, mais aussi font des déclarations qui alimentent de nombreuses façons l'idée insensée de "Grande Albanie" aux dépens du territoire des pays voisins.

Tout cela indique clairement que l'Albanie, par le rôle négatif qu'elle joue, sa situation et la conduite de ses dirigeants, est devenue une grave source de dangers pour la paix et la sécurité dans la région.

V

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie reconnaît et met en oeuvre de bonne foi tous les arrangements pris, écrits et signés dans le cadre de l'Accord conclu entre la République fédérale de Yougoslavie et l'OSCE. Tous les autres arrangements passés entre de tierces parties qui ont des incidences sur la République fédérale de Yougoslavie et des parties de son territoire et ses intérêts nationaux et étatiques sont considérés contraires à l'Accord et ne peuvent ni directement ni indirectement entraîner une obligation pour la République fédérale de Yougoslavie et ses autorités. En vertu de l'Accord, le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie assume l'entière responsabilité de la sécurité des vérificateurs et il est capable et prêt à remplir son engagement.

Selon l'Accord entre la République fédérale de Yougoslavie et l'OSCE (sect. II, par. 1), la Mission de vérification au Kosovo-Metohija est censée communiquer ses rapports aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie. Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie compte donc que cela sera fait systématiquement.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie condamne vigoureusement les contacts que les représentants de différents pays et de certaines organisations maintiennent avec les terroristes, tueurs, kidnappeurs et autres criminels qui se donnent le nom d'"Armée de libération du Kosovo". Ces contacts s'inscrivent dans une politique pratiquant deux poids deux mesures et visant à appuyer et à légitimer progressivement cette organisation terroriste, ce qui est contraire aux principes et normes fondamentales de la pratique internationale et constitue une violation des résolutions du Conseil de sécurité qui condamnent le terrorisme qui est le fait des séparatistes albanais. De tels actes sapent le processus politique véritable axé sur la recherche d'un règlement pacifique. Il est particulièrement inquiétant que les représentants de ces mêmes pays qui connaissent fort bien le caractère terroriste criminel de ce qu'on appelle l'Armée de libération du Kosovo, ses liens directs avec le terrorisme international dont l'extrémisme islamique, la mafia de la drogue et la criminalité organisée en général, maintiennent ces contacts et obligent autrui à faire de même.

Un tel comportement est dangereux pour le processus politique au Kosovo-Metohija, a une incidence sur la lutte contre le terrorisme international en général et peut se retourner contre ceux qui agissent de la sorte.

VI

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie et le Gouvernement de la République serbe sont foncièrement attachés à un règlement politique pacifique au Kosovo-Metohija. Le texte final de l'Accord ne peut être arrêté que dans le cadre d'un dialogue entre délégations et représentants des États et les représentants, sur un pied d'égalité, de toutes les communautés nationales et ethniques et il ne devrait pas être imposé, décidé au préalable ou invalidé. Le respect du cadre politique prévu dans les 11 principes susmentionnés, des normes internationales, de l'acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris de l'OSCE, du principe d'égalité des citoyens et de toutes les communautés nationales et ethniques constitue une condition préalable essentielle pour un règlement pacifique et durable dans la province serbe du Kosovo-Metohija.

Il convient de noter que le projet conjoint d'accord sur le cadre politique pour l'autonomie du Kosovo-Metohija a été diffusé aussi sur Internet (www.mfa.yu) accompagné d'un appel à toutes les personnes concernées pour qu'elles présentent leurs observations ou fassent part de toute incohérence concernant les principes, les cadres et les normes internationales.
